



Circulaire 8149

du 18/06/2021

Conseiller en prévention/délégué à la protection des données – complément à la circulaire n°7296 pour l'année scolaire 2021-2022

Cette circulaire abroge et remplace la(les) circulaire(s) : 7319
Cette circulaire complète la(les) circulaire(s) : 7296

La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution.

Type de circulaire	circulaire informative
Validité	à partir du 01/09/2021
Documents à renvoyer	oui, voir contenu de la circulaire

Information succincte	Information relative au calcul et à l'utilisation des moyens financiers pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention pour l'année scolaire 2021-2022
-----------------------	---

Mots-clés	Conseiller en prévention – délégué à la protection des données
-----------	--

Etablissements et pouvoirs organisateurs concernés

Réseaux d'enseignement	Unités d'enseignement
Wallonie-Bruxelles Enseignement Ens. officiel subventionné Ens. libre subventionné Libre confessionnel Libre non confessionnel	Maternel ordinaire Centres psycho-médico-social Primaire ordinaire Secondaire ordinaire Maternel spécialisé Primaire spécialisé Secondaire spécialisé

Groupes de destinataires également informés

A tous les membres des groupes suivants :

- Les services de l'inspection (pour leurs unités respectives)
- Le Service général du Pilotage des Ecoles et des CPMS
- Les pouvoirs organisateurs (pour leurs unités et réseaux respectifs)
- Les organes de représentation et de coordination de PO (pour leurs unités et réseaux respectifs)
- Les cabinets ministériels en charge de l'enseignement (pour leurs unités respectives)

Aux membres des groupes suivants, pour autant qu'ils soient inscrits au système de distribution :

- Les Vérificateurs
- Les contrôleurs financiers SACA de W-B-E
- Les Préfets et Directeurs coordonnateurs de zone
- L'institut de la Formation en cours de Carrière (IFC)
- Les Gouverneurs de province
- Les organisations syndicales
- Les organisations représentatives des associations de parents

Signataire(s)

Adm. générale de l'Enseignement, Direction générale de l'Enseignement obligatoire, Monsieur Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur général

Personne(s) de contact concernant la mise en application de la circulaire

Nom, prénom	SG + DG + Service	Téléphone et email
Sophie SIMONIS	DGEO (Enseignement Fondamental ordinaire)	02/690 84 16 sophie.simonis@cfwb.be
William FUCHS	DGEO (Enseignement Spécialisé)	02/690 83 94 william.fuchs@cfwb.be
Vincent WINKIN	DGEO (Enseignement Secondaire ordinaire)	02/690 86 06 vincent.winkin@cfwb.be
Natalia MOLANO_VASQUEZ	DGEO (Centres PMS)	02/690 83 39 natalia.molano-vasquez@cfwb.be

Mesdames, Messieurs,

La présente circulaire s'adresse aux écoles d'enseignement fondamental ordinaire, secondaire ordinaire et spécialisé, ainsi qu'aux Centres PMS, et à leurs Pouvoirs organisateurs respectifs.

Elle complète la [circulaire n°7296 du 11 septembre 2019](#) « Octroi de moyens financiers dans l'enseignement fondamental ordinaire, l'enseignement secondaire ordinaire, l'enseignement spécialisé et les centres PMS, pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention/délégué à la protection des données » et abroge la circulaire n°7319 du 25 septembre 2019 (addendum à la circulaire n°7296) et la circulaire n°7655 du 8 juillet 2020 « Conseiller en prévention/délégué à la protection des données – complément à la circulaire n°7296 pour l'année scolaire 2020-2021 ».

Pour l'année scolaire 2021-2022, la présente circulaire met à jour le montant forfaitaire sur base duquel sont calculés les moyens financiers et les couts moyens d'une période, permettant la conversion de ces moyens en capital-période ou NTPP. Une circulaire spécifique sera établie pour l'enseignement de promotion sociale.

Par ailleurs, compte tenu du démarrage du financement de la mesure en 2019 et des impacts de la crise sanitaire, les montants liés à la subvention pour les années 2019 et 2020 qui n'ont pas été utilisés ne seront pas réclamés aux Pouvoirs organisateurs.

J'attire également votre attention sur le fait que la date limite d'envoi des formulaires de demande de conversion en périodes des moyens octroyés est fixée au 31 août 2021.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à la présente circulaire et vous en souhaite bonne lecture.

Le Directeur général,

Fabrice AERTS-BANCKEN

1. Indexation 2022

Le montant sur base duquel ont été effectués les calculs de la subvention pour l'année scolaire 2020-2021, doit être indexé pour l'année scolaire 2021-2022 en le multipliant par l'estimation la plus récente du cout moyen d'un « équivalent-temps-plein » nommé disposant d'une ancienneté de dix années divisé par le cout moyen pour l'année précédente d'un enseignant nommé disposant d'une ancienneté de dix années¹.

$$\text{Montant } An_{N+1} = \text{Montant } An_N * \frac{\text{cout moyen enseignant nommé 10 ans d'ancienneté } An_N}{\text{cout moyen enseignant nommé 10 ans d'ancienneté } An_{N+1}}$$

Pour rappel, il s'agit d'un cout moyen global établi sur l'ensemble des niveaux d'enseignement (Fondamental ordinaire, Secondaire ordinaire, Spécialisé, Promotion sociale) et des CPMS. Le cout moyen de référence est estimé au mois de mai de chaque année.

Pour l'année 2022, le coefficient d'indexation est de 0,9978. Le montant à prendre en considération dans les calculs est ainsi fixé à **2242 euros**, à savoir 2247 € (montant 2021) x 0,9978.

2. Cout des périodes « achetées »

L'arrêté du 4 septembre 2019² prévoit que le nombre de périodes obtenues par conversion des moyens est déterminé sur base du cout annuel moyen d'une période dans le niveau d'enseignement dont relève le membre du personnel désigné pour l'exercice de la mission.

Les couts moyens d'une période dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé sont fixés sur le mois de mai précédant l'année scolaire pour laquelle les moyens convertis sont sollicités.

Pour l'année scolaire 2021-2022, ceux-ci sont donc fixés sur le mois de mai 2021.

Ces couts moyens sont établis distinctement par « dénominateur de charge » (20, 22, 24, 26, 28).

Attention que l'achat de périodes pour une année scolaire déterminée ne peut se baser que sur le seul montant qui a été calculé pour cette année. Un éventuel solde reporté d'une année antérieure ne peut être utilisé à cette fin.

La conversion des moyens en périodes couvre obligatoirement l'année scolaire complète. Les périodes achetées sont donc valables du 1^{er} septembre au 30 juin de l'année scolaire concernée.

¹ Article 24, alinéa 3 du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants.

² Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2019 définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, ali néa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 précité.

Voici les couts moyens d'une période à prendre en compte pour l'année 2021-2022 :

Niveau et Types de cours	Diviseur	Coût moyen d'une période – mai 2021	Mention à indiquer dans l'annexe I / Ibis ou l'annexe II
Enseignement maternel ordinaire	26	1.974,95 €	1
Enseignement primaire ordinaire	24	2.095,67 €	2
Cours généraux, cours artistiques, cours techniques, cours philosophiques dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur (CG, CT, CA, RLMO)	22	2.222,13 €	3
Cours de pratique professionnelle au 1 ^{er} degré de l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur	22	2.313,55 €	4
Cours de pratique professionnelle au 2 ^{ème} degré de l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur	28	1.778,08 €	5
Cours généraux, cours artistiques, cours techniques, cours philosophiques dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré supérieur (CG, CT, CA, RLMO)	20	3.041,22 €	6
Cours de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré supérieur	28	2.046,01 €	7
Enseignement maternel spécialisé	26	1.906,03 €	8
Enseignement primaire spécialisé	24	2.068,70€	9
Cours généraux, cours techniques (forme 4) et cours philosophiques dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur (CG, CT (forme 4), RLMO)	22	2.194,16 €	10
Cours techniques (formes 1, 2 et 3) et de pratique professionnelle (formes 1, 2 et 3) dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur (CT et PP)	24	2.056,57 €	11
Cours de pratique professionnelle (forme 4) dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur	28	1.597,42 €	12
Cours généraux, cours artistiques, cours techniques et cours philosophiques dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré supérieur (CG, CT, RLMO)	20	2.961,71 €	13
Cours de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré supérieur	28	1.975,39 €	14

Exemple :

4 pouvoirs organisateurs décident de mutualiser les moyens financiers reçus pour engager un membre du personnel dans une école secondaire organisée par l'un d'entre eux (= école porteuse).

Pouvoirs organisateurs	Moyens reçus
PO 1 (1 école spécialisée + 1 école fondamentale ordinaire)	8.968 €
PO 2 (2 écoles spécialisées)	4.484 €
PO 3 (1 CPMS)	2.242 €
PO 4 (4 écoles secondaires (ordinaire) + 2 écoles fondamentales (ordinaire))	22.420 €

Ils disposent d'une enveloppe globale de 38.114 €

1^{ère} situation :

Le membre du personnel qui sera chargé de la mission de Conseiller en prévention et de DPO est désigné dans une fonction de Professeur de PP au degré supérieur dans l'enseignement secondaire ordinaire.

Le cout moyen d'une période-professeur de PP au DS sur le mois de mai 2021 est fixé à 2.046,01 €.

L'enveloppe globale de 38.114 € permet d'acheter 18 périodes-professeurs maximum à un cout total de 36.828,18 €, à répartir entre les pouvoirs organisateurs selon les moyens disponibles de chacun, et conformément à la demande introduite via l'annexe II (voir point 4.2 de la circulaire n°7296).

2^{ème} situation :

Le membre du personnel qui sera chargé de la mission de Conseiller en prévention et de DPO est désigné dans une fonction de Professeur de CT au degré inférieur dans l'enseignement secondaire ordinaire.

Le cout moyen d'une période-professeur de CT au DI sur le mois de mai 2021 est fixé à 2.222,13 €.

L'enveloppe globale de 38.114 € permet d'acheter 17 périodes-professeurs maximum à un cout total de 37.776,21 €, à répartir entre les pouvoirs organisateurs selon les moyens disponibles de chacun, et conformément à la demande introduite via l'annexe II (voir point 4.2 de la circulaire n°7296).

3. Date limite pour l'utilisation des moyens

A titre exceptionnel et compte tenu du démarrage du financement de la mesure en 2019 et des impacts de la crise sanitaire, les montants liés à la subvention « conseillers en prévention » pour les années 2019 (année scolaire 2018-2019) et 2020 (année scolaire 2019-2020) qui n'ont pas été utilisés ne seront pas réclamés aux Pouvoirs organisateurs.

Les moyens obtenus pour l'année scolaire 2020-2021 devront être entièrement dépensés pour le 31 décembre 2021 au plus tard.

Les moyens obtenus pour l'année scolaire 2021-2022 devront être entièrement dépensés pour le 31 décembre 2022 au plus tard.

Les montants non dépensés à partir de l'année scolaire 2020-2021 feront l'objet d'un remboursement auprès de l'administration.

Pour le contrôle de l'utilisation des moyens, je vous invite à vous référer au point 7 de la circulaire n°7296.

4. Modalité d'introduction de la demande de conversion en périodes

Pour rappel, la date limite d'introduction des demandes de conversion pour l'année scolaire 2021-2022 est fixée au 31 aout 2021, sous peine d'irrecevabilité.

La demande de conversion sera introduite à l'aide des annexes reprises dans la [circulaire n°7296](#) qui seront transmises dument complétées à l'adresse conseillerenprevention@cfwb.be.

5. Enseignement fondamental ordinaire : identification des périodes achetées dans l'application PRIMVER

Les périodes « conseillers en prévention » achetées à l'aide des moyens financiers seront encodées par l'Administration dans l'application PRIMVER, dans les dossiers « Encadrement au 1^{er} septembre » et « Encadrement au 1^{er} octobre » de l'école « porteuse » des périodes.

5. Enseignement secondaire ordinaire : identification des périodes-professeur achetées dans l'application GOSS

Les périodes « conseillers en prévention » achetées à l'aide des moyens financiers seront encodées par l'Administration dans l'application GOSS, dans les dossiers « NTPP sur base de la population du 15 janvier » et « NTPP sur base de la population au 1^{er} octobre » de l'école « porteuse » des périodes-professeur.

6. Instructions relatives à la rédaction et la transmission des DOC 12 des membres du personnel engagés sur les périodes achetées

L'exercice de la mission de conseiller en prévention n'étant pas une fonction, celle-ci sera rattachée à une fonction organique.

Pour déclarer les activités de conseiller en prévention dans le DOC 12 ou demande d'avance, le pouvoir organisateur (dans l'enseignement subventionné) ou l'établissement (dans l'enseignement organisé) indiquera le code 8805 lié à l'activité et la rattachera à une fonction organique.

Par exemple dans le cadre sous l'intitulé de la fonction « CG Mathématiques DS », le code cours 8805 sera indiqué vis-à-vis du libellé « conseiller en prévention » localisé dans la colonne « cours » (bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'un cours).

Les Pouvoirs organisateurs et les chefs d'établissement sont impérativement invités à identifier dans le DOC 12 s'il s'agit de périodes faisant l'objet d'un achat ou non.

Il convient de reprendre la mention « **PERIODES ACHETEES** » dans la ligne du DOC 12 afférente aux périodes faisant l'objet de cet achat.

Vous trouverez ci-dessous, un exemple de DOC12 correctement renseigné (enseignement subventionné) :

Exemple : attribution à un membre du personnel à temps partiel :

Code RTF	Code RL10	Fonction			Niveau	Heures	Tit	BAR	
		CG Mathématiques DS							
C.OPT. C.CRS	Heures	Dg	Cours			An/F/f	S	N° OE	Di
8805	4	D3	Conseiller en prévention (PERIODES ACHETEES)				TV		
3101	16	D3	Mathématique				D		
	Total		20						

Le conseiller en prévention sera rémunéré dans sa fonction d'engagement. Il sera encodé dans le code sous-niveau 03, afin que l'imputation budgétaire soit correcte.

Attention que ce code sous-niveau 03 ne sera utilisé que dans le cas d'un engagement sur des périodes achetées qui doivent dès lors être signalées à ce titre dans le DOC 12.

Les DOC 12 visant des attributions dans le cadre de périodes achetées et qui n'auraient pas fait l'objet de cette identification doivent être réédités et renvoyés vers le service de gestion concerné sous la forme de rectificatif.